



ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

Pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 4

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT

Mme la présidente. La parole est à M. Fabrice Brun.

M. Fabrice Brun. Cent euros pour faire un plein, 2 000 euros pour remplir la cuve de fioul, 200 euros de plus par mois pour faire les courses... L'inflation galopante et les taxes plombent le pouvoir d'achat des Français et des spéculateurs sans scrupule se gavent au passage – c'est à croire que tout se fabrique en Ukraine et en Russie.

M. Jean-Paul Lecoq. Il faut les punir !

M. Fabrice Brun. Madame la Première ministre, le budget des ménages explose. Il est temps d'agir vite et fort en revalorisant les pensions des retraités et des personnes en situation de handicap – vous le savez, nous nous battons depuis des mois pour revaloriser l'allocation aux adultes handicapés (AAH) –, mais aussi en baissant la contribution sociale généralisée (CSG) pour les retraités, les salariés et les travailleurs indépendants – ce qui nous permettrait de faire d'une pierre deux coups en revalorisant ainsi le travail, car il manque des bras partout (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR*) –, et en fixant le prix des carburants à la pompe à 1,50 euro pour le neutraliser. Tous ceux qui ont besoin de leur voiture au quotidien, soit 80 % des Français, le savent : un litre de carburant, c'est 60 % de taxes.

Madame la Première ministre, combien de temps encore allez-vous pomper des milliers d'euros sur le dos des Français ? (*Mêmes mouvements.*)

M. Thibault Bazin. Excellent !

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics.

M. Gabriel Attal, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics. Lors des dernières élections, les Français ont exprimé une demande de protection. Il nous appartient aujourd'hui d'y répondre en travaillant et en débattant pour trouver le meilleur chemin permettant de satisfaire cette demande. La principale différence entre le chemin que vous proposez et celui tracé par le Gouvernement est que vous promettez aux Français de nouvelles dépenses.

M. Maxime Minot. Il ne sait pas conduire !

M. Gabriel Attal, ministre délégué. Or ces nouvelles dépenses conduiraient, dans quelques années, à

reprendre par des impôts ce que vous accorderiez aujourd'hui à nos concitoyens. (*Protestations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Jérôme Nury et M. Éric Ciotti. C'est faux !

Mme Émilie Bonnavard. Ça, c'est vous !

M. Fabien Di Filippo. Faux !

M. Gabriel Attal, ministre délégué. C'est exactement ce que vous faites ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes RE, Dem et HOR.*)

M. Maxime Minot. La planche à billets !

M. Marc Le Fur. C'est vous !

M. Gabriel Attal, ministre délégué. Si on additionne toutes les mesures que vous proposez dans vos amendements, on atteint 100 milliards d'euros !

M. Raphaël Schellenberger. C'est une erreur !

M. Gabriel Attal, ministre délégué. Il faudrait doubler la TVA pour financer votre projet ! (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Raphaël Schellenberger. Ce n'est pas grave, ça va bien se passer !

M. Gabriel Attal, ministre délégué. Doubler la TVA ! Vous nous avez accusés de cramer la caisse, mais vous voulez faire sauter la banque...

M. Thibault Bazin. N'importe quoi !

M. Gabriel Attal, ministre délégué. ...et ce sont les Français qui paieraient par des hausses d'impôts ! (*Protestations sur les bancs du groupe LR. - Applaudissements sur les bancs du groupe RE.*)

Quant à nous, nous proposons un chemin responsable en identifiant les principales hausses auxquelles font face nos concitoyens - hausses que personne ne conteste au Gouvernement -, en ciblant les Français les plus vulnérables et en recherchant des réponses adaptées. Nous voulons poursuivre la réduction des déficits car la dette que nous accumulons aujourd'hui se traduira demain par de nouveaux impôts pour les Français, ce que vous refusez de reconnaître. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

Nous allons continuer d'agir dans le cadre du plan massif que nous avons décidé. Au total, ce sont 46 milliards d'euros qui auront été investis pour permettre aux Français de dépenser moins et de gagner plus.

M. Thibault Bazin. C'est faux !

M. Patrick Hetzel. Rien de structurel, monsieur Attal !

M. Gabriel Attal, ministre délégué. Voilà la cohérence qui guide notre action. Nous, nous ne mentons pas aux Français ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes RE, Dem et HOR.*)

Mme la présidente. La parole est à M. Fabrice Brun.

M. Fabrice Brun. Je pensais que vous saviez compter comme moi, monsieur le ministre délégué ! L'État a

enregistré 64 milliards de recettes fiscales supplémentaires en 2021 par rapport à 2017 puisque, je le rappelle, le Gouvernement avait augmenté de 20 centimes le prix des carburants au début du premier quinquennat Macron. Telle est la réalité de votre politique fiscale ! (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LR.*)

Plusieurs députés du groupe LR . Oui !

M. Fabrice Brun. Plus de 50 milliards de recettes fiscales supplémentaires attendues en 2022 grâce à nos acteurs économiques, lesquels sont lourdement taxés mais vont au charbon tous les matins !

Alors stop à l'enfumage, rendez l'argent aux Français ! Le groupe Les Républicains formule des propositions très concrètes pour permettre des économies budgétaires. Chers collègues, soutenez notre proposition d'une carte vitale biométrique permettant de mettre fin aux fraudes. C'est une mesure concrète pour nos finances publiques, une mesure comme nous en demandent les Français ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

M. Maxime Minot. Exactement ! Ça, c'est du concret !

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre délégué.

M. Gabriel Attal, ministre délégué. Je vous remercie de saluer enfin la qualité du bilan de la majorité en matière d'emploi ! Les recettes fiscales supplémentaires que vous mentionnez sont liées au fait que nous avons le taux de chômage le plus bas depuis quinze ans, le taux de chômage des jeunes le plus bas depuis quarante ans et le taux d'emploi le plus haut depuis qu'il est mesuré ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes RE, Dem et HOR. – Protestations sur les bancs du groupe LR et parmi les députés non inscrits. – Quelques claquements de pupitres.*)

Quand vous soulignez l'augmentation des recettes fiscales, vous saluez en réalité notre action ! Merci beaucoup !

Pour le reste, nous avons bien compris, dans votre intervention, que vous n'avez qu'une proposition pour réaliser des économies :...

Mme la présidente. Merci, monsieur le ministre délégué !

M. Gabriel Attal, ministre délégué1 % des dépenses que vous proposez sont financées...

Données clés

Auteur : [M. Fabrice Brun](#)

Circonscription : Ardèche (3^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4

Rubrique : Pouvoir d'achat

Ministère interrogé : Comptes publics

Ministère attributaire : Comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 13 juillet 2022

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 13 juillet 2022